

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 157 .
N° 15 - Numera Hau

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 10
no Eperera 2008

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

*NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 15 du 10 avril 2008*

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 918 PR du 8 avril 2008 portant délégation de signature à M. Jean Prunet, directeur de cabinet du Président de la Polynésie française **1388**

Ministère des affaires foncières et du logement

Arrêté n° 6 MAP du 7 avril 2008 portant délégation de signature à M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim **1389**

Arrêté n° 7 MAP du 8 avril 2008 portant délégation de signature à M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim, durant la période du 25 mars 2008 au 11 mai 2008 inclus **1390**

Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche

Arrêté n° 1 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à M. Bernard Januel, directeur des enseignements secondaires **1391**

Arrêté n° 2 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à M. Ernest Marchal, directeur de l'enseignement primaire **1393**

Arrêté n° 3 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature à Mme Priscille Tea Frogier, déléguée à la recherche . **1395**

Arrêté n° 4 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à M. Jean-Paul Landé, directeur de cabinet, et à M. Raanui Daunassans, chef de cabinet **1396**

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 918 PR du 8 avril 2008 portant délégation de signature à M. Jean Prunet, directeur de cabinet du Président de la Polynésie française.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 22 CM du 28 octobre 2004 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 891 PR du 4 avril 2008 portant nomination de M. Jean Prunet en qualité de directeur de cabinet du Président de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service et dans l'attente de la nomination du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet, directeur de cabinet, pour la signature :

- des notes et des bordereaux adressés aux ministres et aux services administratifs de la Polynésie française ou aux usagers de ces services ;
- et des correspondances adressées à ces services ou à leurs usagers.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes suivants de gestion courante du personnel relevant du cabinet de la présidence de la Polynésie française et des services rattachés à la présidence :

- notation et propositions d'avancement du personnel en position de détachement ou de mise à disposition auprès du cabinet ;
- sanctions disciplinaires suivantes : avertissements, blâmes, mises à pied d'une durée inférieure à 8 jours avec retenue partielle ou totale de salaire ;
- procédure d'entretien préalable en cas de licenciement envisagé selon la réglementation applicable aux agents de cabinet et aux chefs de service.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion se rapportant aux ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur du pays de la Polynésie française pour les ministres.

Art. 4.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet, directeur de cabinet, à l'effet de signer les correspondances adressées au haut-commissaire de la République dans le cadre du contrôle de la légalité effectué par ce dernier.

Art. 5.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet, directeur de cabinet, à l'effet de signer toutes requêtes, tous mémoires et référés déposés à l'occasion d'instances devant les juridictions judiciaires répressives et tout courrier concernant les actions intentées ou soutenues au nom de la Polynésie française devant ces mêmes juridictions.

Art. 6.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet pour la saisine du haut conseil.

Art. 7.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion se rapportant aux ordres de déplacement et réquisitions de passages à l'intérieur de la Polynésie française pour les chefs de service placés sous l'autorité du Président de la Polynésie française.

Art. 8.— Délégation de signature est donnée à M. Jean Prunet pour accomplir les actes se rapportant à la signature des contrats ou conventions d'entretien du matériel lié à la gestion courante du cabinet et des services placés sous l'autorité du Président de la Polynésie française.

Art. 9.— M. Jean Prunet, directeur de cabinet, est habilité à certifier le caractère exécutoire des actes pris par le Président de la Polynésie française.

Art. 10.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean Prunet, les délégations consenties à ce dernier sont exercées par M. Jean-Charles Bobbia, directeur adjoint de cabinet du Président de la Polynésie française.

Art. 11.— L'arrêté n° 593 PR du 29 février 2008 est rapporté.

Art. 12.— Le directeur de cabinet du Président est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Gaston FLOSSE.

**MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES
ET DU LOGEMENT**

ARRETE n° 6 MAP du 7 avril 2008 portant délégation de signature à M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim.

Le ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6-2008 APF/SG du 23 février 2008 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 658 PR du 13 mars 2008 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;

Vu la délibération n° 96-147 AFP du 5 décembre 1996 modifiée portant création du service des postes et télécommunications ;

Vu la délibération n° 2003-85 AFP du 12 juin 2003 portant dispositions relatives aux livres II et III du code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 29 janvier 2004 précisant les missions du service des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 6275 MFR du 11 septembre 1998 modifié portant affectation au service des postes et télécommunications de M. Gilbert Lai Woa ;

Vu l'arrêté n° 353 MAP du 27 mars 2008 portant nomination de M. Gilbert Lai Woa en qualité de chef du service des postes et télécommunications par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert Lai Woa, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunication et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions, les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert Lai Woa, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunication et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions, les actes suivants relatifs aux agents affectés ou mis à disposition du service des postes et télécommunications :

- a) Congés de toute nature, à l'exclusion des congés administratifs ;
- b) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- c) Ordres de déplacement et réquisitions de passage à l'intérieur de la Polynésie française, n'excédant pas six jours, pour les personnels placés sous son autorité ;
- d) Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- e) Sanctions disciplinaires jusqu'aux blâmes pour l'ensemble des agents, à l'exception des blâmes pour les agents de 1re catégorie ;
- f) Notation primaire et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements d'échelon des agents placés sous son autorité.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert Lai Woa, à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunication et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions, notamment :

- a) Les actes relatifs à l'instruction des dossiers d'agrément des terminaux de télécommunication ;
- b) Les actes relatifs à l'assignation des fréquences nécessaires au bon fonctionnement des réseaux radioélectriques indépendants soumis à autorisation.

Art. 4.— Dans le domaine de la gestion financière des crédits délégués à son service, M. Gilbert Lai Woa reçoit délégation à l'effet de signer, au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions :

- les actes d'engagement et de liquidation des dépenses, de certification du service fait et toutes pièces justificatives relatives aux dépenses imputées sur les crédits qui lui sont notifiés ;
- les contrats et conventions liés à la gestion courante du service pour les crédits imputés au budget de fonctionnement du service ;
- la certification du caractère exécutoire des actes qu'il signe en vertu du présent arrêté.

Art. 5.— Le chef du service des postes et télécommunications par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 avril 2008.
Antony GEROS.

ARRETE n° 7 MAP du 8 avril 2008 portant délégation de signature à M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim, durant la période du 25 mars 2008 au 11 mai 2008 inclus.

Le ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 658 PR du 13 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et télécommunications et des nouvelles technologies ;

Vu la délibération n° 96-147 APF du 5 décembre 1996 modifiée portant création du service des postes et télécommunications ;

Vu la délibération n° 2003-85 AFP du 12 juin 2003 portant dispositions relatives aux livres II et III du code des postes et télécommunications en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 29 janvier 2004 précisant les missions du service des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 6275 MFR du 11 septembre 1998 modifié portant affectation au service des postes et télécommunications de M. Gilbert Lai Woa ;

Vu l'arrêté n° 375 CM du 2 avril 2008 prenant acte de la démission de M. Moetai Charles Brotherson en qualité de chef du service des postes et télécommunications et portant nomination de M. Michael Toromona en qualité de chef du service des postes et télécommunications ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Durant la période du 25 mars 2008 au 11 mars 2008 inclus, délégation de signature est donnée à M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et des télécommunications et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions, les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2.— Durant la période du 25 mars 2008 au 11 mars 2008 inclus, délégation de signature est donnée à M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et des télécommunications et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions, les actes suivants relevant de la gestion courante du personnel placé sous son autorité :

- a) Congés de toute nature, à l'exception des congés administratifs ;
- b) Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- c) Réquisitions de passages et de bagages et ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française, n'excédant pas six jours, pour le personnel placé sous son autorité ;
- d) Permissions exceptionnelles prévues ;
- e) Sanctions disciplinaires jusqu'aux blâmes inclus pour l'ensemble des agents, à l'exception des blâmes pour les agents de 1re catégorie de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration territoriale et les agents de cadre A de la fonction publique de la Polynésie française ;
- f) Notations primaires et propositions de bonification ou de réduction pour les avancements d'échelon des agents placés sous son autorité.

Art. 3.— Durant la période du 25 mars 2008 au 11 mars 2008 inclus, délégation de signature est donnée à M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et des télécommunications et des nouvelles technologies, dans la limite de ses attributions, notamment :

- a) Les actes relatifs à l'instruction des dossiers d'agrément des terminaux de télécommunication ;
- b) Les actes relatifs à l'assignation des fréquences nécessaires au bon fonctionnement des réseaux radioélectriques indépendants soumis à autorisation.

Art. 4.— Durant la période du 25 mars 2008 au 11 mars 2008 inclus, M. Gilbert Lai Woa, chef du service des postes et télécommunications par intérim, reçoit délégation à l'effet de signer au nom du ministre des affaires foncières et du logement, chargé de l'Office des postes et des télécommunications et des nouvelles technologies, dans le domaine de la gestion financière et comptable des crédits délégués à son service, dans la limite de ses attributions :

- a) Les actes d'engagement, de liquidation, de certification du service fait et toutes pièces justificatives relatives aux dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui ont été notifiés pour les sections de fonctionnement et d'investissement et dans la limite de 500 000 F CFP par dépense en matière d'investissement ;
- b) Les contrats et conventions liés à la gestion courante de fonctionnement du service ;
- c) Procéder aux virements de crédits d'article au sein d'un même sous-chapitre ;
- d) Certifier le caractère exécutoire des actes qu'il signe en vertu du présent arrêté.

Art. 5.— Le chef du service des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Antony GEROS.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET TECHNIQUE, ET DE LA RECHERCHE**

ARRETE n° 1 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à M. Bernard Januel, directeur des enseignements secondaires.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 727 PR du 20 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu la délibération n° 87-74 AT du 29 janvier 1987 portant création de la direction des enseignements secondaires, ensemble l'arrêté n° 190 CM du 19 février 1987 modifié portant organisation de la direction des enseignements secondaires ;

Vu l'arrêté n° 1385 CM du 17 octobre 2007 modifié portant nomination de M. Bernard Januel en qualité de directeur des enseignements secondaires ;

Vu la convention Etat - Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Bernard Januel, directeur des enseignements secondaires, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme :

1° Les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à savoir :

1.1 Correspondances échangées avec les autres services du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

- 1.2 Correspondances échangées avec les services relevant d'autres ministères de la Polynésie française ;
- 1.3 Correspondances adressées en Polynésie française, aux administrations de l'Etat, des communes et des établissements publics ;
- 1.5 Correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction des dossiers intéressant ces usagers ;
- 1.6 Correspondances adressées aux organismes privés tels que associations, syndicats... ;
- 2.1 Avis officiels adressés à la presse écrite et audiovisuelle.

2° Les actes et correspondances relatifs aux questions suivantes :

a) Exécution du budget :

- engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputables au budget et gérées par la direction des enseignements secondaires pour les sections de fonctionnement et d'investissement, dans la limite de ses attributions ;
- conventions, contrats et avenants relatifs à des prestations de service ou à des locations de matériels nécessaires au bon fonctionnement de la direction des enseignements secondaires ;
- ordres de déplacement et réquisitions de passages et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- préparation de la répartition des subventions aux établissements publics territoriaux d'enseignement, à l'enseignement privé et à tout autre bénéficiaire, validées par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, et arrêtées par le conseil des ministres ;
- arrêtés d'attribution d'indemnités kilométriques.

b) Bourses et allocations diverses :

- allocations de bourses et prêts d'études supérieures en Polynésie française et hors de la Polynésie française :
 - notes aux chefs d'établissements ;
 - constitution des dossiers de demande d'allocation ;
 - secrétariat de la commission d'attribution d'allocations d'études ;
 - relations avec le bureau étudiant de la délégation de la Polynésie française à Paris ;
 - correspondances aux familles et aux étudiants relatives aux allocations de bourses et de prêts d'étude, à l'exception des notifications d'attribution des bourses et des contrats de prêts d'étude.
- bourses et aides scolaires :
 - notes aux chefs d'établissements ;
 - constitution des dossiers ;
 - correspondances aux familles.

c) Organisation scolaire :

- toutes questions relatives à la préparation et à la mise en œuvre de la carte scolaire ;
- approbation du service des personnels ;
- certification du service fait pour les heures supplémentaires et les heures de suppléance ;
- préparation et mise en œuvre du calendrier scolaire ;
- préparation de la répartition des moyens d'enseignement (postes, heures supplémentaires année [HSA], heures supplémentaires effectives [HSE], activités péri-éducatives) arrêtée par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme.

d.1) Gestion des personnels titulaires et non titulaires de l'Education nationale mis à la disposition de la Polynésie française :

- procès-verbaux d'arrivée en Polynésie française et procès-verbaux d'installation des personnels ;
- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française (sauf pour examens et concours) ;
- congés réglementaires à l'exception du congé de formation professionnelle ;
- propositions de notation et/ou évaluation administrative et d'avancement des personnels ;
- préparation des propositions de notation et/ou évaluation administrative et d'avancement des personnels d'encadrement (personnel de direction, d'inspection et attachés d'administration), arrêtées par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;
- attestations et états des services.

d.2) Fonctionnaires relevant du statut de la fonction publique de la Polynésie française :

- rapports de stage ;
- notations et appréciations générales ;
- préparation des tableaux d'avancement, arrêtés par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;
- attribution de tous les congés, sauf les congés administratifs ;
- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française (sauf pour examens et concours) ;
- propositions d'affectation au sein du service et des établissements publics d'enseignement relevant des enseignements secondaires ;
- pouvoir disciplinaire : rapport sur l'agent, avertissement et blâme.

d.3) Agents non titulaires de la fonction publique de la Polynésie française :

- attribution de tous congés et reprise de fonctions à l'issue de ceux-ci ;
- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française (sauf pour examens et concours) ;
- fin de fonctions ;
- pouvoir disciplinaire : rapport sur l'agent, avertissement et blâme.

d.4) Agents contractuels ANFA de la Polynésie française :

- propositions d'affectation au sein du service et des établissements publics d'enseignement relevant des enseignements secondaires ;
- notation primaire ;
- préparation des propositions d'avancement ;
- attribution des congés annuels ;
- préparation des actes de congé de maladie : attribution, suspension du contrat de travail pour raison de santé, reprise de fonctions ;

- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française (sauf pour examens et concours) ;
- suspension du contrat de travail pour raison personnelle pour une durée inférieure à un an ;
- pouvoir disciplinaire : rapport sur l'agent, avertissement et blâme.

e) Gestion des personnels enseignants et de documentation de l'enseignement privé sous contrat du 1er et du 2nd degré :

- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française (sauf pour examens et concours) ;
- congés réglementaires à l'exception du congé de formation professionnelle ;
- propositions de notation et/ou évaluation administrative et d'avancement ;
- propositions de classement et de promotions d'échelon, à l'exception des professeurs des écoles ;
- attestations et états des services.

f) Examens :

- organisation des examens sanctionnant les formations post-baccalauréat en lycée (brevet de technicien supérieur [BTS], diplôme de comptabilité et de gestion [DCG], diplôme supérieur de comptabilité et de gestion [DSCG], du baccalauréat [BAC], du diplôme national du brevet [DNB], du brevet d'étude professionnelle [BEP], du brevet professionnel [BP], du certificat d'aptitude professionnelle [CAP], du certificat d'aptitude professionnelle au développement [CAPD], du certificat de formation professionnelle [CFP], du certificat de formation générale [CFG] et de la mention complémentaire [MC].

g) Formation continue des personnels :

- préparation des programmes de formation continue ;
- mise en place des actions, après approbation par le ministre, du plan de formation.

h) Constructions et travaux :

- préparation des programmes et du plan de campagne des travaux et constructions scolaires ;
- tous documents relatifs au suivi des opérations d'investissement et à la conduite d'opérations.

i) Exonération des droits de douane :

- signature des certificats destinés à cette exonération.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Januel, directeur des enseignements secondaires, la délégation définie à l'article précédent est exercée par M. Denis Palstermans, secrétaire général de la direction des enseignements secondaires.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Januel, d'une part, et de M. Denis Palstermans, d'autre part, les délégations définies aux articles 1er et 2 du présent arrêté sont exercées, dans la limite de leurs fonctions et selon les modalités suivantes, par :

- Mme Odile Gaet-Lam, chef de la gestion des ressources humaines (GRH), pour les procès-verbaux d'arrivée en Polynésie française, les procès-verbaux d'installation et les bordereaux d'envoi aux établissements et au vice-rectorat concernant des affaires de gestion courante des personnels enseignants et non enseignants mentionnés aux d.1) d.2), d.3), d.4) et e) du 2° de l'article 1er ;
- Mme Lucie Tinorua, chef de la division des affaires financières (DAF), pour :
 - l'engagement, la certification du service fait et la liquidation des dépenses imputables au budget et gérées par la direction des enseignements secondaires pour les sections de fonctionnement et d'investissement, dans la limite de ses attributions ;
 - les ordres de déplacement et réquisitions de passages et bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
 - les arrêtés d'attribution d'indemnités kilométriques ;
- Mme Taina Reichart, chef de la division des bourses (DB), pour l'engagement, la certification du service fait et la liquidation des dépenses imputables au budget et gérées par la direction des enseignements secondaires pour la section de fonctionnement, dans la limite de ses attributions ;
- Mme Lovaina Chung-Tien, chef de la division de l'organisation scolaire (DOS), pour la certification du service fait concernant les HSA, HSE et les activités péri-éducatives.

Art. 4. — Le directeur des enseignements secondaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Jean Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 2 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à M. Ernest Marchal, directeur de l'enseignement primaire.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 727 PR du 20 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu la délibération n° 2001-160 APF du 11 septembre 2001 portant création de la direction de l'enseignement primaire ;

Vu l'arrêté n° 1479 CM du 16 novembre 2001 portant organisation et définition des domaines d'action de la direction de l'enseignement primaire ;

Vu la convention Etat - Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1336 CM du 3 octobre 2007 portant nomination de M. Ernest Marchal en qualité de directeur de l'enseignement primaire ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Ernest Marchal, directeur de l'enseignement primaire, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme :

1° Les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à savoir :

- 1.1 Correspondances échangées avec les autres services du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;
- 1.2 Correspondances échangées avec les services relevant d'autres ministères de la Polynésie française ;
- 1.3 Correspondances adressées en Polynésie française, aux administrations de l'Etat, des communes et des établissements publics ;
- 1.5 Correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction des dossiers intéressant ces usagers ;
- 1.6 Correspondances adressées aux organismes privés tels que associations, syndicats... ;
- 2.1 Avis officiels adressés à la presse écrite et audiovisuelle.

2° Les actes et correspondances relatifs aux questions suivantes :

a) Exécution du budget :

- engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputables au budget et gérées par la direction de l'enseignement primaire pour les sections de fonctionnement et d'investissement, dans la limite de ses attributions ;
- gestion financière des CSP et CJA (fonctionnement) ;
- conventions, contrats et avenants relatifs à des prestations de service ou à des locations de matériels nécessaires au bon fonctionnement de la direction de l'enseignement primaire, pièces constitutives des marchés ;
- ordres de déplacement, réquisitions de passages et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- engagement et liquidation des frais de déplacement des personnels (notamment déménagement et stage) ;
- arrêtés d'attribution d'indemnités kilométriques.

e) Exonération des droits de douane :

- signature des certificats destinés à cette exonération.

b) Transports scolaires :

- organisation du transport scolaire ;

- gestion administrative ;
- gestion financière.

c) Constructions scolaires :

- préparation des programmes de constructions scolaires du premier degré et suivi de l'exécution des travaux.

d) Imprimerie :

- gestion administrative ;
- gestion financière ;
- programmation des travaux.

e) Organisation scolaire :

- toutes questions relatives à la préparation et à la mise en œuvre de la carte scolaire ;
- préparation du découpage des circonscriptions d'inspection pédagogique du premier degré ;
- préparation et mise en œuvre du calendrier scolaire ;
- préparation de la répartition des moyens d'enseignement (emplois, décharges de service, postes adaptés) arrêtée par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;
- activités péri et post-scolaires.

f) Examens :

- organisation matérielle du certificat de formation de jeunes adolescents (CFJA), du certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE), du certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou de professeur des écoles maître-formateur (CAFIPEMF) ;
- signature du diplôme du certificat de formation de jeunes adolescents.

g) Formation continue des personnels :

- préparation des programmes de formation continue ;
- mise en place des actions du plan de formation approuvé par le ministre ;
- conventions de formation.

d.1) Gestion des personnels titulaires et non titulaires de l'Education nationale mis à la disposition de la Polynésie française (CEPF et autres) et des fonctionnaires de l'Etat détachés :

- procès-verbaux d'arrivée en Polynésie française et/ou procès-verbaux d'installation des personnels ;
- propositions d'affectation initiale ou de mutation au sein du service, dans les emplois et dans les écoles relevant de la direction de l'enseignement primaire ;
- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française ;
- congés réglementaires à l'exception du congé de formation professionnelle ;
- propositions d'inscription sur liste d'aptitude, de notation et/ou évaluation administrative et d'avancement des personnels ;
- propositions de sanctions disciplinaires ;
- préparation des propositions de notation et/ou évaluation administrative et d'avancement des personnels d'encadrement (personnel d'inspection et attachés

d'administration), arrêtées par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

- attestations et états des services.

d.2) Fonctionnaires relevant du statut de la fonction publique de la Polynésie française :

- rapports de stage ;
- notations et appréciations générales ;
- préparation des tableaux d'avancement, arrêtés par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;
- attribution de tous les congés, sauf les congés administratifs ;
- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française ;
- propositions d'affectation au sein du service, dans les emplois et dans les écoles relevant de l'enseignement primaire public ;
- pouvoir disciplinaire : rapport sur l'agent, avertissement et blâme, propositions de licenciement.

d.3) Agents non titulaires de la fonction publique de la Polynésie française :

- attribution de tous congés réglementaires et reprise de fonctions à l'issue de ceux-ci ;
- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française ;
- fin de fonctions ;
- pouvoir disciplinaire : rapport sur l'agent, avertissement et blâme, propositions de licenciement.

d.4) Agents contractuels ANFA de la Polynésie française et autres agents contractuels de droit privé (suppléants annuels et moniteurs d'enseignement pratique hors FPT) :

- propositions d'affectation au sein du service, dans les emplois et dans les écoles relevant de l'enseignement primaire public ;
- notation primaire ;
- préparation des propositions d'avancement ;
- attribution des congés annuels ;
- préparation des actes de congé de maladie : attribution, suspension du contrat de travail pour raison de santé, reprise de fonctions ;
- attribution des autorisations d'absence suivant le cadre réglementaire en vigueur, à l'exception des absences avec sortie de la Polynésie française ;
- suspension du contrat de travail pour raison personnelle pour une durée inférieure à un an ;
- pouvoir disciplinaire : rapport sur l'agent, avertissement et blâme.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ernest Marchal, directeur de l'enseignement primaire, la délégation définie à l'article précédent est exercée par M. Gilbert Archier, inspecteur adjoint au directeur de l'enseignement primaire.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Ernest Marchal et Gilbert Archier, les délégations définies aux articles 1er et 2 du présent arrêté sont exercées

par Mme Christine Pascal, secrétaire générale de l'enseignement primaire.

Art. 4.— Délégation de signature est donnée à Mme Meleana Raoulx, chef du bureau de gestion individuelle du personnel, à l'effet de signer :

- les attestations d'emploi ;
- les états de service ;
- les états de remboursement d'indemnités journalières ;
- les certificats administratifs hors accidents de service.

Art. 5.— Délégation de signature est donnée à Mme Valérie Teai, chef de la division des examens et concours, à l'effet de signer les convocations aux examens professionnels ou aux actions de formation visés respectivement au f) et au g) de l'article 1er du présent arrêté.

Art. 6.— Le directeur de l'enseignement primaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 3 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature à Mme Priscille Tea Frogier, déléguée à la recherche.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 727 PR du 20 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu la délibération n° 89-05 AT du 9 février 1989 portant création de la délégation à la recherche ;

Vu l'arrêté n° 856 CM du 19 juin 2000 portant nomination de Mme Priscille Frogier en qualité de déléguée à la recherche ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Priscille Tea Frogier, déléguée à la recherche, reçoit délégation à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, dans la limite de ses

attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à savoir :

- 1.1 Les correspondances échangées avec d'autres services et établissements publics du ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche ;
- 1.2 Les correspondances échangées avec d'autres services et établissements publics relevant d'autres ministères de la Polynésie française ;
- 1.3 Les correspondances adressées en Polynésie française, aux administrations de l'Etat, des communes et des établissements publics ;
- 1.5 Les correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction de dossiers intéressant ces usagers ;
- 1.6 Les correspondances adressées aux organismes privés tels que associations, syndicats, ou ordres ;
- 2.1 Les avis officiels adressés à la presse écrite et audiovisuelle.

Art. 2.— Mme Priscille Tea Frogier reçoit également délégation à l'effet de signer les actes et correspondances dans les matières suivantes :

I - En matière de gestion du personnel :

- 1.1 Affectation des agents au sein du service ;
- 1.2 Ordres de déplacement et réquisitions de passages et de bagages correspondantes, à l'intérieur de la Polynésie française pour les agents du service ;
- 1.3 Certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.4 Congés annuels, congés de maternité, de maladie, accidents de travail et congés exceptionnels dans le respect des conditions prévues dans les régimes d'emplois respectifs ;
- 1.5 Notation des agents du service et avancements d'échelon ;
- 1.6 Sanctions disciplinaires aux agents du service jusqu'au blâme inclus, à l'exception des agents mis à disposition ;
- 1.7 Conventions de stage de formation et/ou de stage d'accueil avec les structures de formation et d'enseignement.

II - En matière de gestion des crédits budgétaires :

- 2.1 Engagement et liquidation des crédits qui lui sont notifiés ;
- 2.2 Contrats ou conventions liés à la gestion du service ;
- 2.3 Etats des primes, frais et indemnités diverses tels que prévus par la réglementation.

III - En matière de recherche scientifique :

- protocoles d'accueil de chercheurs ou enseignants-chercheurs étrangers en Polynésie française.

Art. 3.— Mme Priscille Tea Frogier reçoit délégation de signature pour certifier le caractère exécutoire des actes pris dans les matières énumérées par l'article 2 du présent arrêté.

Art. 4.— En cas d'empêchement de Mme Priscille Tea Frogier, les délégations mentionnées aux articles 1er, 2 et 3 ci-dessus sont exercées par M. Jean-Yves Meyer, chargé de recherche du service.

Art. 5.— La déléguée à la recherche est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 4 MEE du 8 avril 2008 portant délégation de signature du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, à M. Jean-Paul Landé, directeur de cabinet, et à M. Raanui Daunassans, chef de cabinet.

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 592 PR du 28 février 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 727 PR du 20 mars 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu l'arrêté n° 753 PR du 26 mars 2008 portant nomination de M. Jean-Paul Landé en qualité de directeur de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu l'arrêté n° 754 PR du 26 mars 2008 portant nomination de M. Raanui Daunassans en qualité de chef de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Landé, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la

promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, dans la limite de ses attributions :

- 1° Les actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services et établissements relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux institutions, aux services territoriaux, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;
- 2° Les réquisitions et ordres de déplacement, à l'intérieur de la Polynésie française, des chefs de service placés sous l'autorité du ministre.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Landé, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme :

- congés de toute nature ;
- ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;
- réquisitions de passages et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Landé, directeur de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme.

Art. 4.— Délégation de signature est également donnée à M. Jean-Paul Landé, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses sur les crédits budgétaires affectés au cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme.

Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Landé, directeur de cabinet, M. Raanui Daunassans, chef de cabinet, est habilité à signer l'ensemble des actes ci-dessus détaillés.

Art. 6.— Le directeur de cabinet et le chef de cabinet du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et technique, et de la recherche, chargé de la promotion des langues polynésiennes et du plurilinguisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 8 avril 2008.
Jean-Marius RAAPOTO.

LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- CODE DES IMPOTS (mise à jour au 1er mars 2007)	4 611 F CFP
- Affiches "Accident du Travail".....	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer".....	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse".....	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien).....	696 F CFP
- Association des PTOM à la Communauté européenne.....	806 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble).....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2007	1 990 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2006.....	2 692 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2005.....	2 629 F CFP
- Code de l'action sociale et des familles.....	445 F CFP
- Code des marchés publics (Septembre 2004).....	2 438 F CFP
- Code du travail (édition 2004)	3 975 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 1 NS du 27 février 2004) (broché).....	890 F CFP
- Code de l'éducation (JOPF n° 3 NS du 25 août 2000).....	445 F CFP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.....	1367 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française.....	429 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996).....	382 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996).....	710 F CFP
- Code de procédure civile (broché).....	636 F CFP
- Code des douanes (édition janvier 2001).....	2 184 F CFP
- Code de la mer en tahitien.....	806 F CFP
- Comptes-rendus intégraux des débats de l'assemblée de la Polynésie française (abonnement annuel)	4250 F CFP
- Convention collective des assurances.....	334 F CFP
- Convention collective de l'automobile.....	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics.....	949 F CFP
- Convention collective des banques.....	500 F CFP
- Convention collective du commerce.....	530 F CFP
- Convention collective du gardiennage.....	355 F CFP
- Convention collective de l'industrie.....	435 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication.....	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage.....	413 F CFP
- Examen pratique du permis de conduire (véhicules de catégorie A et sous-catégorie A1).....	725 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 broché)	1 049 F CFP
- Instruction budgétaire et comptable M114 des communes.....	1 261 F CFP
- Recueil des textes sur la déconcentration de l'administration de la Polynésie française.....	954 F CFP
- Répertoire général des textes promulgués au BOEFO et JOPF de 1843 à 1996 (mise à jour).....	3 445 F CFP
- Statut d'autonomie de la Polynésie française	2 955 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
<i>Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004)</i>	2 654 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1995).....	2 046 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1996).....	2 115 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1997).....	2 528 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1998).....	2 942 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1999).....	3 222 F CFP
- Table chronologique (année 2000).....	1 261 F CFP
- Table chronologique (année 2001).....	1 399 F CFP
- Table chronologique (année 2002).....	1 473 F CFP
- Tarif des douanes.....	5 724 F CFP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter de Janvier 2007

<i>TARIF en F CFP</i>	TTC	Hors Taxe
		France — DOM-TOM — Autres Pays
	Polynésie française	Voie aérienne
Numéro.....	212*	435
Abonnement 1 an.....	10 930	21 283
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		